

QUELQUES COMMENTAIRES SUR LES CHIFFRES DU PIB FRANÇAIS

Au cours du troisième trimestre 2020, le PIB français a augmenté de 18 % en volume, selon une première estimation publiée par l'Insee il y a quelques jours. Ce mouvement s'opère après un premier semestre durant lequel il avait plongé de quasiment 20 %, conséquence de la première vague d'une violente crise sanitaire. Ces chiffres totalement inédits appellent quelques commentaires.

Des statistiques ahurissantes

Malgré la crise sanitaire et la difficulté de remontée de l'information, les statisticiens de l'Insee ont été en mesure d'élaborer les comptes nationaux trimestriels selon un calendrier inchangé, à la fois par grand poste de dépense et par agent économique. Si les données pourront comme en temps normal être révisées à l'avenir, les tendances, elles, ne changeront guère : le choc n'est comparable à aucun autre depuis que les statistiques sont publiées (en 1949) et pourrait être jusqu'à quatre fois plus marqué que celui de 2009.

Au premier semestre 2020, le PIB français s'est effondré de 98 milliards d'euros courants dont près des sept-dixièmes au printemps (en regard, il avait perdu 16,5 milliards sur quatre trimestres durant la récession d'il y a onze ans). Ce retournement ne résulte pas de déséquilibres macroéconomiques criants mais d'un arrêt administré de l'économie, à savoir un confinement strict de la population, empêchée de produire et de consommer. Il a induit un déploiement immédiat non moins exceptionnel de mesures de soutien aux ménages (notamment l'activité partielle) et aux entreprises (report de charges)-, qui a lourdement dégradé les finances publiques. La richesse nationale s'est mécaniquement redressée à partir du déconfinement du 11 mai, de sorte que le PIB a grimpé de 77 milliards au troisième trimestre grâce au rebond de tous les postes de la demande. **La récupération est donc partielle, y compris pour la consommation, encore à la peine compte tenu du niveau déprimé des dépenses dédiées aux services (transport, hébergement-restauration, spectacles).**

Évolutions de quelques composantes des comptes nationaux trimestriels en France

Production du secteur marchand :

- 20 % au premier semestre 2020 puis + 18,1 % au T3

Investissements des entreprises non financières en produits manufacturés :

- 29,2 % au S1 puis + 35,8 % au T3

Marges d'exploitation des entreprises non financières* :

- 29,8 % au S1

Exportations de biens et services :

- 25,8 % au S1 puis + 23,2 % au T3

Consommation des ménages en services marchands :

- 21,1 % au S1 puis + 18,7 % au T3

Taux d'épargne des ménages* :

26,7 % de leurs revenus nets au T2 (14,5 % en moyenne depuis 2012)

Recettes publiques* :

- 36,9 milliards d'€ au S1 2020

Dette publique* :

114,1 % du PIB à la fin du S1 2020 (98,1 % fin 2019)

Source : Insee

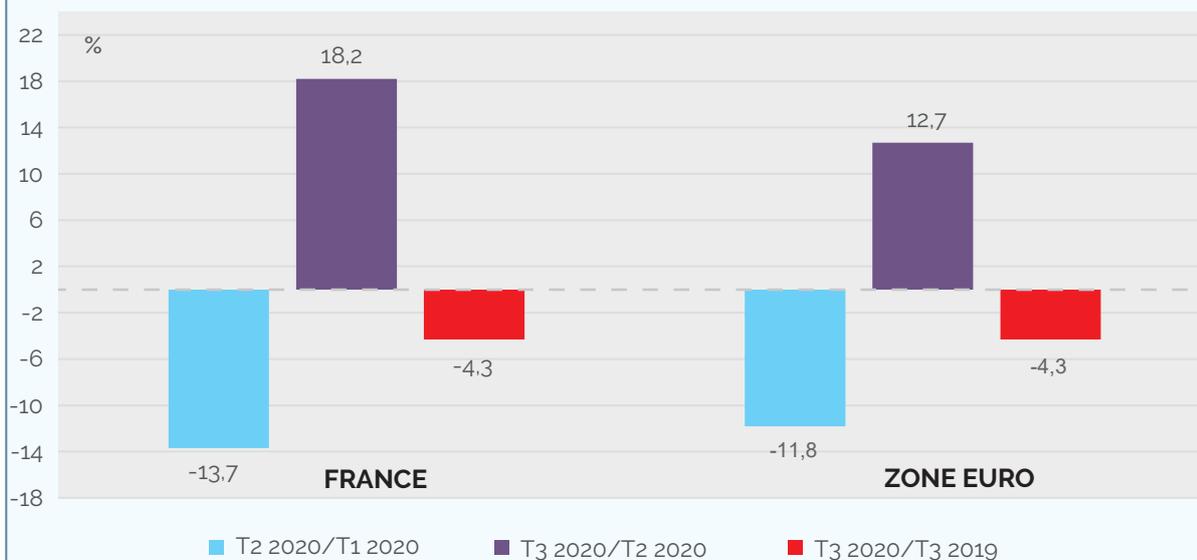
* les comptes d'agents du T3 ne sont pas encore disponibles.

Des évolutions sur deux trimestres en phase avec la moyenne européenne

Certains commentateurs n'avaient pas manqué de souligner une chute du PIB au printemps plus marquée en France que dans d'autres pays d'Europe ; observés froidement, les chiffres laissent peu de place au doute : - 13,7 % en volume au deuxième trimestre contre - 11,8 % pour la moyenne de la zone euro. Si la durée du confinement a été supérieure à celle de l'Allemagne (8 semaines contre 5), la méthodologie adoptée par l'Insee a spécifiquement pénalisé le PIB tricolore : l'institut a en effet considéré que les salaires des fonctionnaires ni en télétravail ni sur site ne correspondaient plus à une production, de sorte que leur situation pouvait s'assimiler au dispositif d'activité partielle du secteur privé. La valeur ajoutée des administrations publiques a donc été abaissée par les statisticiens (d'un quart par convention), ce qui n'a pas été appliqué ailleurs : les dépenses de consommation publique n'ont en effet reculé ni en Allemagne, ni en Italie, ni en Espagne.

La parution de la première estimation du PIB pour le troisième trimestre gomme cette anomalie, le rebond estimé pour la France ayant été plus vif que chez ses voisins : il est inférieur de 4,3 % à son niveau du troisième trimestre 2019, résultat identique à celui de la zone euro ; tous les grands pays affichent un chiffre de cet ordre, exception faite de l'Espagne où l'écart est proche de 9 %.

Évolution du PIB en France et en Europe (volume)



Source : Eurostat

Retour en récession en fin d'année

Les statistiques témoignant d'un rebond exceptionnel à l'été sont désormais de l'histoire ancienne. **En effet, le couvre-feu décidé dans certaines grandes villes de l'Hexagone à la mi-octobre et surtout le confinement partiel à la fin de ce même mois conduiront à un retour en récession**, alors que l'Insee attendait une stabilisation avant que ces décisions ne soient annoncées.

L'institut Rexecode a tenté d'en chiffrer l'impact direct : sous l'hypothèse d'un mois de confinement- soit jusqu'au 1^{er} décembre-, le PIB français reculerait d'environ 25 milliards d'euros courants au quatrième trimestre 2020 (durant la première vague, la baisse était estimée à proximité de 60 milliards par mois); dans ce contexte, il céderait un peu plus de 4 % en rythme trimestriel et 9,3 % en moyenne annuelle. Dans un autre scénario où le confinement s'étalerait sur deux mois, le coût pourrait s'élever à environ 60 milliards en raison d'un niveau de dépenses plus élevé habituellement constaté en fin d'année; le PIB plongerait de près de 11 % en rythme trimestriel comme en moyenne annuelle, soit un résultat en phase avec celui retenu dans la quatrième version du projet de loi de finances rectificative de 2020 qui vient tout juste d'être présenté.

L'acquis de croissance pour le début 2021 est faible voire nettement négatif dans le second cas. À ce stade, le rebond de l'activité en moyenne annuelle serait significatif, à la réserve près que d'autres vagues de la crise sanitaire pourraient survenir; au mieux, le niveau de la richesse nationale en 2021 serait inférieure de 3 % à celle de 2019.